



Une femme âgée, déplacée interne, vivant seule dans la province de Cibitoke

Au sommaire

Près de 210 000 burundais déplacés p.1

15 000 enfants sévèrement malnutris traités entre janvier et mai p.2

440 000 enfants bénéficient des cantines scolaires p.3

L'action humanitaire ralentie par la pénurie de carburant p.3

Analyse des risques p.4

Financement humanitaire p.4

POINTS SAILLANTS

- Près de 210 000 PDI dans 13 des 18 provinces
- Les admissions MAS en hausse de 6% au 1^{er} trimestre par rapport à 2016
- Les cas de malaria toujours au dessus du seuil épidémique

CHIFFRES CLES

Pop. dans le besoin	3 millions⁽¹⁾		
	H ⁽⁶⁾	F	E
	1,0M	0,8M	1,2M
Population ciblée	1 million⁽¹⁾		
	H	F	E
	0,3M	0,3M	0,4M
PDI	209 202⁽²⁾		
	H: 95k	F: 114k	
Réfugiés congolais	61,427⁽³⁾		
	H: n/a	F: n/a	
Réfugiés burundais	408 844⁽⁴⁾		
	H: 210k	F: 199k	
Pers. en insécurité alimentaire	2,6 millions⁽⁵⁾		
	IPC 3	1,9 M	
	IPC 4	0,7 M	

FINANCEMENTS

73,7 millions
requis pour le HRP (US\$)

29,2 millions
contributions dans le HRP

7,4 millions
contributions hors HRP

(1) HRP 2017

(2) OIM, [Tableau de bord de la DTM de d'avril 2017](#)

(3) UNHCR, [Information Sharing Portal](#) à la date du 31 mai (situation actuelle), 2017

(4) UNHCR, [Information Sharing Portal](#) à la date du 05 juin, 2017

(5) Rapport de l'IPC aiguë, avril 2017

(6) H = hommes adultes ; F = femmes adultes ; E = enfants (filles et garçons)

Près de 210,000 burundais sont déplacés à l'intérieur du pays

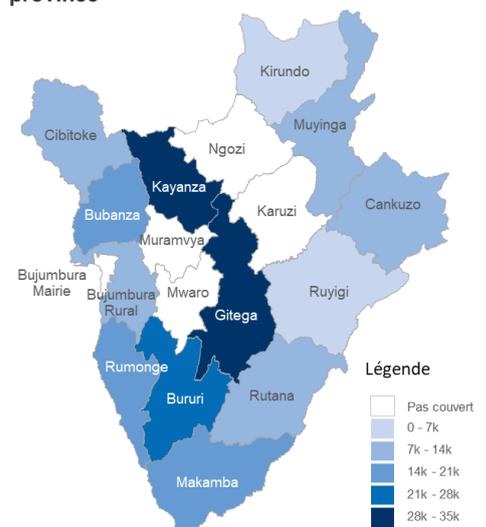
Le nombre de **personnes déplacées internes** (PDI) a franchi la barre des 200 000. Selon la DTM¹ du mois d'avril, 209 202 personnes sont déplacées dans 13 des 18 provinces du pays. Bien que, plus de la moitié des PDIs (55%) ont quitté leur commune d'origine en 2015, les mouvements se sont poursuivis en 2016 et 2017. Près de 40% des déplacements ont eu lieu au cours des 17 derniers mois. Les désastres naturels et la détérioration de l'économie sont les causes principales du déplacement exprimées par deux-tiers des déplacés, alors que la situation socio-politique serait à l'origine de d'un tiers d'entre-eux.

Les provinces de Gitega, Kayanza, Bururi et Bubanza accueillent à elles seules plus de la moitié (112 241) des PDI dont plus de 55% sont des femmes. Selon le rapport du mois d'avril, parmi les déplacés, 12 000 enfants seraient seuls, orphelins ou non accompagnés et 8 000 personnes âgées vivraient seules².

Si près de la moitié des PDI désirent retourner dans leur commune d'origine, plus de 46% d'entre-eux souhaitent s'intégrer à la communauté d'accueil. Les raisons évoquées pour cette réintégration sont : la destruction des habitations (34%), le manque de sécurité (31%), la situation alimentaire précaire (23%) et l'accès limité aux services de bases et aux moyens de subsistance (12%) dans les communautés d'origines.

Une assistance coordonnée et ciblée est indispensable à la fois dans les communes d'origine (pour notamment réduire les risques de protection liés aux déplacements) et dans les communautés d'accueil déjà éprouvées par une situation socio-économique difficile. Les ménages déplacés qui consacrent principalement leurs dépenses pour l'alimentation, indiquent en majorité n'avoir accès qu'à un seul repas par jour.

Nombre de personnes déplacées internes par province

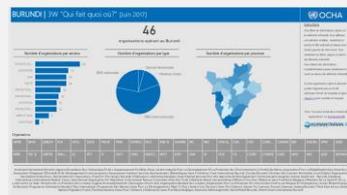


Source : OIM, DTM - avril 2017

¹ OIM, [Tableau de bord de la DTM de d'avril 2017](https://goo.gl/tm0j8l), <https://goo.gl/tm0j8l>

² Estimation du nombre total basée sur les enquêtes collines de la DTM couvrant 69% du total des personnes déplacées

Produits d'information interactifs disponibles en ligne sur Humanitarian Response



TRANSFERTS MONÉTAIRES AU BURUNDI:

Un atelier de dissemination du rapport de l'étude de faisabilité des transferts monétaires s'est tenu le 1er juin. Les résultats de cette étude indiquent que les projets de transferts monétaires peuvent être implémentés dans le pays.

Des conditions préalables devront cependant être satisfaites :

- Renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre
- Identifier les fournisseurs de services
- Sensibiliser les communautés et les autorités sur l'approche des transferts monétaires
- Créer des synergies avec les cadres de TM existants
- Renforcer les capacités de la chaîne d'approvisionnement, mobiliser les commerçants et renforcer les liens commerciaux transfrontaliers
- Garantir la mise en place d'une stratégie basée sur l'approche « ne pas nuire »

Le groupe de travail sur le transfert monétaire (GTTM) au Burundi organisera prochainement des réunions avec les partenaires potentiels tels que les opérateurs de téléphonie pour établir les modalités de la mise en œuvre des activités de transferts monétaires et accroître leurs couvertures géographiques.

Pour bénéficier des expériences antérieures et en cours, le GTTM consolidera sa stratégie sur base des leçons apprises des activités de TM mise en œuvre précédemment au Burundi.

Le rapport complet peut être téléchargé à l'adresse suivante : <https://goo.gl/OxhSYM>

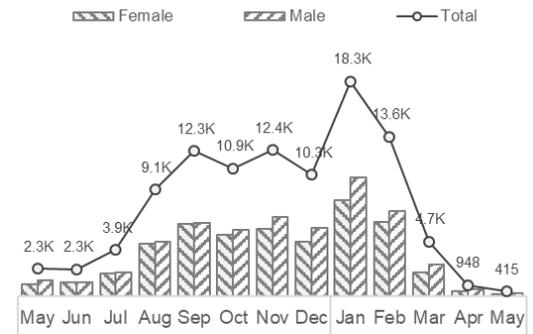
En ce qui concerne les **déplacements externes**, à la fin du mois de mai l'organisation des Nations Unies en charge des réfugiés (UNHCR) dénombrait 408 844 réfugiés burundais³, soit une augmentation de 3 829 personnes par rapport au mois d'avril.

En Tanzanie, OIM rapporte que le nombre de personnes transportées des points d'entrée vers le camp de Nduta continue de baisser fortement depuis février avec seulement 415 personnes transportées au cours du mois de mai contre 18 300 au mois de janvier.

Nombre de réfugiés burundais par pays d'accueil

Pays d'accueil	Réfugiés
Tanzania	237 544
Rwanda	85 733
DRC	37 354
Ouganda	37 247
Autres pays	10 966

Nombre de personnes transportées par IOM Tanzanie entre mai 2016 et mai 2017

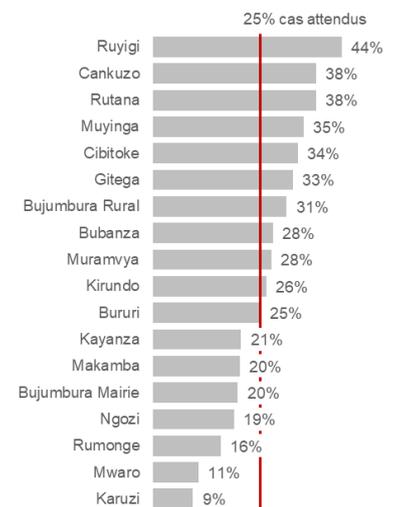


Entre janvier et mai, 15 000 enfants sévèrement malnutris ont été traités

Au cours des cinq premiers mois de l'année 14 918 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont été traités dans les centres nutritionnels. Entre janvier et mars plus de 12 600 nouveaux cas de MAS ont été admis – soit une augmentation de 6% par rapport au premier trimestre 2016. Dans 10 des 18 provinces du pays le nombre de nouveaux cas dépasse le seuil de 25% des cas attendus.

Les résultats préliminaires de l'Enquête Démographique et de Santé au Burundi (EDS) de 2016-2017 confirment la situation d'urgence nutritionnelle dans la province de Kirundo où le taux de prévalence de MAS atteint 2,2%. En réponse à cette situation le PAM, en partenariat avec les autorités sanitaires, a mis en place des activités d'alimentation de couverture générale («blanket feeding») pour les enfants de 6 à 23 mois dans les trois communes de la province qui accusent une prévalence supérieure au seuil d'urgence de 2%. Pour renforcer la résilience des ménages de ces communes, l'ONG internationale CONCERN a soutenu les communautés dans la mise en place d'environ 400 jardins potagers afin d'augmenter la diversification alimentaire des ménages.

Taux de couverture des admissions MAS 1^{er} trimestre (janvier – mars) 2017



Source : Données districts sanitaires / Pronianut

³ UNHCR, [Information Sharing Portal](#) à la date du 31 mai (situation actuelle), 2017

Chaque jour, plus de 440 000 écoliers bénéficient des cantines scolaires

Depuis 2013, le PAM nourrit les enfants de l'école primaire de Nyamaboko. Egide est tellement content que les mots lui manquent pour exprimer sa joie.

«J'ALLAIS TOUT ABANDONNER PARCE QUE MANGER AVANT D'ALLER A L'ECOLE DEVENAIT UN REVE POUR MOI. HEUREUSEMENT, LA CANTINE SCOLAIRE EST ARRIVEE.»



Egide raconte que désormais, lui et son frère mangent à leur faim à 12 heures à l'école. Parfois, il peut garder un peu de nourriture pour leur sœur restée à la maison car elle n'a pas encore atteint l'âge d'aller à l'école.

En parlant des bienfaits de la cantine scolaire, Egide avait des larmes de joie et de bonheur dans ses yeux.

«J'allais abandonner l'école n'eut été ces repas à l'école. Et je ne suis pas le seul, même mon petit frère allait faire de même. Tellement la vie était dure!».

Quotidiennement 442,500 écoliers reçoivent un repas chaud fourni par le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Un écolier sur six dans le pays profite de ce projet mis en œuvre dans sept des dix-huit provinces du pays. Plus de 580 écoles en milieu rural des cycles préscolaire et fondamental bénéficient du programme de cantines scolaires mis en place par le PAM en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale. Ce projet financé par les Pays-bas, l'Union Européenne, la Principauté de Monaco, le Burundi et la Fondation Cartier, contribue efficacement à lutter contre l'absentéisme scolaire et à la protection des enfants dans les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire et où les taux de scolarisation sont les plus faibles. Il contribue également à augmenter les revenus des petits producteurs agricoles auprès desquels le PAM achète du maïs, du riz, du lait et des haricots. La ration composée de céréales est enrichie de micronutriments, de légumineuses, d'huile et de sel iodé. Dans chacune des écoles, un jardin scolaire permet aussi l'introduction de légumes frais.



Ecoliers dans la province de Kirundo bénéficiant chaque jour d'un repas chaud

Chaque école soutenue par le programme de cantines scolaires dispose de foyers améliorés qui permettent de réduire de 40% la quantité de combustible traditionnel remplacé progressivement par des briquettes en déchets végétaux. Le PAM promeut au Burundi la construction et l'utilisation de foyers améliorés pour lutter contre la surconsommation de la biomasse traditionnelle qui couvre 96% des besoins énergétiques du pays notamment par l'utilisation inefficace de bois de chauffe.

L'action humanitaire ralentie par la pénurie de carburant

Depuis plusieurs semaines, une pénurie de carburant touche l'ensemble du pays avec un impact négatif sur la capacité opérationnelle des acteurs humanitaires. Un nombre croissant de partenaires ont arrêté ou limité certaines de leurs activités. Le secteur logistique élabore actuellement un plan d'action pour soutenir les acteurs humanitaires à poursuivre la mise en œuvre de leurs activités. Avec l'appui d'OCHA, le secteur a réalisé une enquête sur les besoins en combustible auprès de la communauté humanitaire. Sur les 19 organisations qui ont répondu à l'enquête, toutes ont signalé avoir des problèmes d'approvisionnement en carburant et 16 d'entre-elles n'avaient (au moment de l'enquête) plus du tout ou au maximum une semaine de stock. Le besoin mensuel en carburant pour maintenir les activités d'urgence est estimé 60 000 litres.

Cette pénurie affecte également les activités économiques du pays impactant directement les populations. Selon le dernier bulletin ASIASAN⁴, les difficultés à maintenir les activités productives ont engendré une augmentation du prix des produits et services et a perturbé l'approvisionnement des marchés notamment en denrées alimentaires.

La pénurie de carburant est un phénomène cyclique au Burundi mais, selon les partenaires, une telle crise n'avait jamais été aussi longue et importante. Si l'arrivée récente de devises étrangères dans le pays a atténué pour une période estimée de 4 à 8 semaines la pénurie actuelle, on s'attend à ce que cette situation se répète et s'amplifie dans les mois à venir.

⁴ Bulletin ASIASAN qui couvre février à avril 2017, <https://goo.gl/Eooit7>

ANALYSE DES RISQUES

HRP 2017

Personnes dans le besoin **3,0 M**
+173% par rapport à 2016

Personnes ciblées **1,0 M**
+150% par rapport à 2016

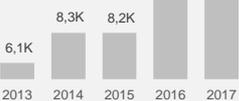
Sécurité alimentaire

pers. en phase IPC 3 et 4 en besoin d'assistance humanitaire **2,6 M**

pers. en phase IPC 2 sous pression mais ne nécessitant pas une réponse humanitaire **4,0 M**

Malnutrition aigüe sévère

Admissions Janvier - Mars **12,6 k**
+6% comparé à 2016



Déplacements de population

pers. déplacées internes **209 k**
+40% comparé à avril 2017

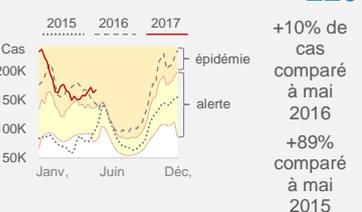


réfugiés burundais **409 k**
+1% comparé à avril 2017



Epidémie de malaria (mai 2017)

nombre de cas **664 k**
nombre de décès **229**



Analyse des risques

Plusieurs indicateurs indiquent une dégradation continue de la situation

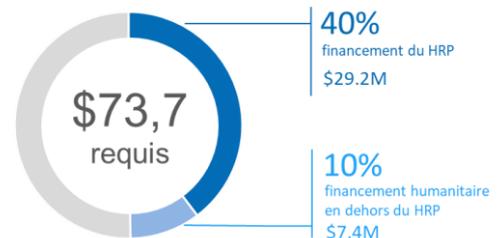
humanitaire au Burundi. Malgré de bonnes prévisions pour la saison agricole 2017B, les perspectives d'une relance économique effective à court terme restent faibles. La crise énergétique qui affecte le pays contribue à exacerber les difficultés auxquelles les populations doivent faire face quotidiennement, notamment par l'augmentation du prix des denrées de base et du transport. Cette situation pourrait engendrer (1) de nouveaux déplacements de population (probablement à l'intérieur du pays) motivés par la recherche d'opportunités de revenu ; (2) une dégradation de la situation nutritionnelle des jeunes enfants; et (3) une augmentation du nombre de personnes en insécurité alimentaire aigüe.

Après une diminution importante enregistrée entre janvier et mars, **le nombre de cas de paludisme est à nouveau en augmentation** avec plus de 664 000 cas enregistrés au mois de mai soit 10% de plus qu'en mai 2016. Le gouvernement du Burundi et les partenaires du secteur de la santé planifient dès le mois de juillet une distribution de masse de plus de 6 millions de moustiquaires et la pulvérisation intra-domiciliaire d'insecticide dans les provinces de Cankuzo, Gitega, Karuzi, Muramvya et Rutana. Entre temps, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida déploie médecins et infirmiers du niveau central vers les districts sanitaires et renforce les capacités de la prise en charge à travers la formation de tous les intervenants (médecins, infirmiers et personnel de soutien).

Financements humanitaires

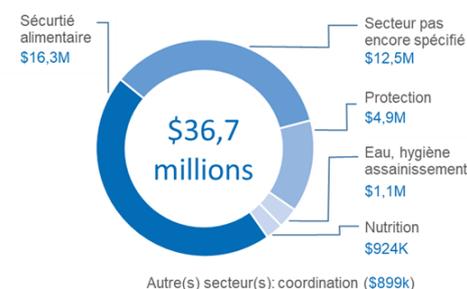
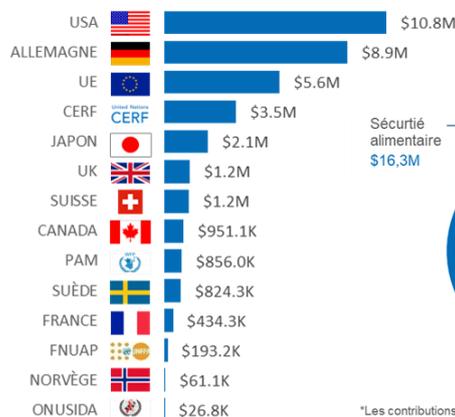
A ce jour, les financements enregistrés par FTS dans le cadre du Plan de réponse humanitaire (HRP) atteignent 29,2 millions USD, soit 40% du montant requis. Depuis la parution du dernier bulletin humanitaire, près de 4,5 millions USD additionnels ont été alloués au HRP.

Financement requis pour le HRP et contributions humanitaires



A ces contributions s'ajoutent un montant de 7,4 millions USD pour des activités humanitaires mises en œuvre en dehors du cadre du HRP.

Contributions par bailleur et financement par secteur FTS (Financial Tracking Service)



*Les contributions du plan de riposte malaria ne sont pas encore enregistrées sur FTS

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Hanane Babikir, Chargée des affaires humanitaires, babikir@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 51

Virginia Villar Arribas, Chef de bureau, villararribas@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 52

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi> | www.unocha.org | www.reliefweb.int